

le libertaire

MONDE

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 87 * Février 1963 * 1 f.

sûreté de l'Etat... insécurité de l'homme



Le rapprochement franco-allemand ne passe pas par la fusion des états-majors

AU ROYAUME DE KAFKA
l'Allemagne de l'Est face au néant

REVOLUTION
ET DICTATURE A CUBA

Un plumitif fessé pour avoir
sali BENJAMIN PERRET

Atteinte à la sûreté de l'Etat, des hommes attendent la mort. (Photo Viollet.)

Editorial

Le Journal Officiel vient de publier la loi scélérate, qu'un Parlement à genoux devant le prince se donna la comédie de discuter sans convaincre personne. D'ailleurs, la cour de sûreté de l'Etat, que cette loi crée, n'a d'exceptionnel que l'état d'esprit qu'elle révèle chez le personnel politique que nous supportons. Par contre, comme tous les tribunaux d'exception qui l'ont précédée, elle est née de l'arbitraire des uns, de la lâcheté des autres et de l'indifférence du plus grand nombre, et comme ces tribunaux qui ont répandu le sang, la terreur et la colère, la cour de sûreté de l'Etat s'effondrera dans le cloaque qui finit par submerger les promoteurs de ces juridictions couchées. Sans faire aucune exception, l'Histoire couvre de mépris ces tribunaux aux ordres et dans les classes élémentaires, l'instituteur les désigne du doigt à l'enfant comme l'exemple qu'en aucun cas un citoyen ne doit imiter. Cours spéciales qui au Moyen Age jugeaient les affaires de sorcellerie ou d'hérésie, Tribunal révolutionnaire alimenté

par Fouquier-Tinville, Tribunal Criminel institué après l'effondrement de la Commune, etc. Tous resteront dans l'esprit de l'homme juste comme autant de systèmes haïssables inventés par le despotisme pour museler la révolte.

On connaît l'attitude du Mouvement Libertaire devant la Justice un des piliers de la société moderne. Mais sans vouloir pénétrer au cœur du problème, il faut constater que tous les esprits libres et pas seulement les anarchistes, reconnaissent que la délinquance, toutes les délinquances civiles, militaires, politiques, ne relèvent pas de la structure plus ou moins variable de l'appareil de répression construit par l'arbitraire, mais d'une refonte de la société et des rapports de l'homme autonome avec le groupe auquel il s'associe pour rendre moins pénible la création des éléments essentiels de son existence.

Mais si la justice formelle dépend de tout un ensemble de conditions à créer et que le mouvement révolutionnaire créa, il n'est pas de tâche plus urgente dans le cadre de la société actuelle que nous subissons, que de limiter les effets de l'appareil judiciaire qui est un appareil de classe au service d'une classe. Il n'est pas de tâche plus urgente que de s'opposer à la création de tous tribunaux destinés à s'ajouter en les aggravant à ceux existants. Il n'est pas de tâche plus urgente que de faire connaître à l'opinion publique les motifs qui ani-

ment ceux qui les promulguent comme ceux qui les acceptent, après les avoir bien souvent provoqués et rendus inévitables par leur attitude équivoque ! Et c'est très précisément le cas de la cour de sûreté de l'Etat dont les parlementaires viennent de nous gratifier.

La guerre d'Algérie fut le grand pourrissoir de la gauche française et celle-ci, faisant un bond en arrière de cent cinquante ans, finit par approuver péle-mêle, les mesures les plus rétrogrades pourvu qu'elles s'inscrivissent dans sa politique à courte vue. Et c'est ainsi que ne rencontrant qu'une opposition très relative, les tribunaux d'exception s'installèrent d'abord pour juger les Algériens, puis, par la suite, l'OAS ! cour de Justice militaire devant laquelle Salan devait sauver sa tête, cour de Justice militaire qui devait condamner Canal à mort ! Arrêts contradictoires qui par leur incohérence portent la condamnation de toutes ces cours spéciales.

Seuls, ou à peu près, nous avons crié notre dégoût de ces Tribunaux et des arrêts qu'ils rendaient. Seuls, nous nous sommes refusés de regarder les hommes qu'on jugeait, leur crime, leurs responsabilités. Seuls, sans tenir compte de la personnalité des accusés, nous nous sommes élevés contre ces juridictions infâmes ! Et aujourd'hui encore, en dehors même du fait que ces tribunaux destinés à défendre l'Etat, servent surtout à mater les travailleurs, nous nous élevons

contre eux ; nous nous élevons contre tous ces cours, tribunaux, juridictions à gages où les magistrats, grassement rétribués, sont les exécuteurs serviles des consignes du pouvoir. C'est là la position traditionnelle du Mouvement Libertaire et rappelons que notre journal est toujours sous le coup d'une poursuite pour avoir, il y a quelques années, rappelé ces vérités premières.

La cour de sûreté de l'Etat est très exactement une cour où l'arbitraire régnera en maître. Créer tout d'abord pour régler quelques comptes entre militaires ou politiques, comptes auxquels nous sommes étrangers, elle servira à ballonner toutes les oppositions qui s'avèrent dangereuses. Elle avillira encore un peu plus une magistrature sans dignité et qui traîne l'hermine jusque sur les marches du bordel élyséen. Elle rendra encore plus insolente une police qui frétille devant ces meurtres de Bas Empire.

Mais il faut dire à Monsieur De Gaulle, l'Histoire aura sa revanche ! L'Histoire dédaigne la piétaille, les fantoches qui forment le gros des bataillons, l'Histoire frappe à la tête. Il faut rappeler à Monsieur De Gaulle que l'Histoire a pris au collet Badinguet et l'acte d'accusation rédigé par Hugo s'appelle « Napoléon le petit ». L'Histoire qui jette la tête des rois dans un panier de son, l'Histoire qui accroche parfois les tyrans à l'étal d'une boucherie ; l'Histoire vous guette, dictateurs, avec ses pièces à conviction.

FP 2520

Nous informons à nouveau nos correspondants que les lettres et paquets recommandés, les mandats, doivent être adressés à : LIBRAIRIE PUBLICO, à l'exclusion de toute autre dénomination. Les envois libellés à un autre nom ne nous sont pas remis.

LE GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL ET LE GROUPE EMILE HENRY

organisent

Vendredi, 15 février 1963, à 21 heures précises au local de Montmartre, 110, Passage Ramey, PARIS, XVIII^e un colloque sur le thème : « Le comportement des anarchistes dans la société »

UNION DES GROUPES ANARCHISTES-COMMUNISTES DE LA REGION PARISIENNE

CYCLE DE CONFERENCES

Vendredi, 15 février 1963 : L'organisation révolutionnaire et l'action anarchiste dans la révolution. H. KLEBER.
Vendredi, 8 mars 1963 : Rapport entre l'organisation et les masses. F. LEMOINE.
Vendredi, 29 mars 1963 : Fédéralisme contre centralisme. PRATT-COTTER.
Renseignements : F. LEMOINE, 3, rue Ternaux, Paris, XI^e

LE GROUPE DES AMITES INTERNATIONALES

organise

Vendredi, 22 février à 20 heures 30 24, rue Sainte-Marthe (Métro Belleville) une conférence sur le thème « ISRAEL ET LE SIONISME »

vus par un anarchiste.

Orateur : David STETTNER.

Communiqué pour les camarades habitant la Suisse

Dans ce journal nous vous invitons à prendre un abonnement au MONDE LIBERTAIRE, organe des anarchistes de langue française. Pour ceux qui connaissent déjà ce journal, ils constateront qu'il a fait peu de changements, et qu'il s'est modernisé quant à sa présentation.

Les collaborateurs ont aussi fait un effort pour donner à leurs lecteurs une littérature plus abondante et plus soignée. Aux camarades qui sont en Suisse, nous demandons de bien vouloir nous signaler les faits qui peuvent intéresser nos lecteurs.

Nous faisons aussi un appel à tous ceux qui désirent écrire des articles pour notre journal, soit d'une manière régulière, soit occasionnellement; nous les encourageons vivement à collaborer à notre presse, qui doit devenir vivante et attrayante. Notre mouvement doit prendre la grande relève de tous les partis de gauche, qui n'ont apporté à la classe ouvrière que déboires et désolation.

P. S. — La correspondance est à envoyer : Groupe du Réveil, Case postale, 44, Eaux-Vives (Genève). A. Bösiger.

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction - Administration 3, rue Ternaux, PARIS-XI

Tél. : VOL. 34-08

C.C.P. Librairie Publico Paris 11.289-15

ABONNEMENT A 12 NUMEROS

France 10,00 F.
Etranger 11,50 F.

Changement d'adresse 0,30 NF en timbres-poste

Le directeur de la publication, Maurice Laisant.

Imprimerie des Gondoles (S.A.R.L. au capital de 10.000 frs 4 et 6, rue Chevreuil, Tél. BEL 27-73 Choisy-le-Roi (Seine))

Près de nous

GALA ANNUEL DES AMIS DE SEBASTIEN FAURE

Salle des Fêtes de la Mairie du Pré-Saint-Gervais Rue Emile Augier. Métro : Pte-des-Lilas ou Hoche - Aut. 170

Dimanche, 24 février 1963

à 14 heures 30

A V E C

Cora VAUCAIRE
Christine SEVRES - Maurice FANON - Henri GOUGAUD
REAU dans les poèmes de Gaston COUTE
Léo NOEL et le cabaret de l'Écluse
MACHE de l'Opéra.

PALAIS DE LA MUTUALITE

24, rue Saint-Victor, Paris

Vendredi, 8 février à 20 heures 30

GRAND MEETING

organisé par l'Association contre LA PEINE DE MORT
Sous la présidence de Jean ROSTAND

A V E C

le bâtonnier PHORTE - Jean COCTEAU - André PHILIP
Claudius PETIT - Denis FORESTIER - Albert NAUD
Frédéric POTTECHER - Daniel MAYER
Charles Aug. BONTEMPS - François PERROUX.
(Le docteur SCHWEITZER a téléphoné de Lambané qu'il fera l'impossible pour être présent.)
Salle très chauffée - 1 F sera demandé à chacun pour couvrir les frais.

GROUPE JEUNE D'AUTO-EDUCATION ET D'ACTION REVOLUTIONNAIRE

CAUSERIES - DEBATS

présentées par des jeunes :

PROGRAMME

Février :

Samedi 2 : Federico Garcia Lorca
» 9 : L'homme révolté.
» 16 : Le Marché Commun.
» 23 : La propagande par le fait.

Mars :

Samedi 2 : Réunion de travail.

Pour tous renseignements, écrire : J. S. R. Salle n. 3 bis, 13, rue de l'Académie, Marseille, 1er (B.-du-R.). Ou bien venir le samedi 18 h. à cette adresse.

R A P P E L

L'article intitulé « Programme de l'anarchisme » de Geoffrey OSTERGAARD, paru en page 8 du « M. L. » de janvier, était traduit de l'anglais et tiré du numéro 20 de la revue « Anarchy ».

LAUSANNE (SUISSE)

Création d'un Groupe d'Etudes Libertaires

Les animateurs de ce Groupe invitent cordialement les camarades de cette région à participer à leurs activités qui connaissent beaucoup de succès lors d'une première réunion qui se tint le 11 janvier 1963. Pour tous renseignements s'adresser à M. Enckell, 24, Avenue de Beaumont, Lausanne (Suisse).

G R O U P E

« JEUNES LIBERTAIRES »

DE BORDEAUX

Programmes des causeries du samedi

Février :

2 : Revue de presse.
9 : Marxisme contre anarchisme : « Les contradictions économiques »
16 : Le manifeste du surréalisme et les contradictions de l'éthique surréaliste.

Mars :

2 : Revue de presse.

Pour tous renseignements, s'adresser à : Yves PEYRAUT, 15, rue Blanqui, CENON (Gironde).

Souscriptions

Sommes reçues du 23 novembre au 11 janvier :

Plain, 21,00; Boisseau, 10,00; Bonneville, 5,00; Bonifay, 4,50; Mauruc, 30,00; Groupe d'Angers, Tréloz, 100,00; Lontjou, 6,00; Delannay, 8,00; Roche, p,00; Sévère, 2,00; Hans, 1,00; Auguste, 3,00; Deltell, 10,00; Trachsel, 10,00; Caballero M., 4,50; Bertran, 4,50; Dufour Fr., 10,00; Vitales, 4,50; Lisse, 4,50; Prévotel M., 55,00; Groupe Berneri U.G.A.C., 100,00; Herluison, 5,00; Laberche, 10,00; Jean, 3,50; Nicolas, 2,75; Corre, 5,00; Vaillant B., 20,00; Dubost, 2,00; Marynus, 3,00; Cabrejas, 2,00; Florac, 5,00; Lapeyre Arist., 200;

Groupe S. Faure de Bordeaux, 100,00; Velasquez, 6,50; Barrué, 5,00; Rousseau L., 2,00; Blanco, 5,00; Guérin, 3,80; Llop M., 3,00; Schaaifs, 5,30; Jacques, 2,50; Stas, 10,00; Espéranistes, 6,00.

Latard, 5,00; Grandjei, 6,50; Ceko, 5,00; Cardona, 5,00; Eykerman, 5,00; Menez S., 5,00; Berthier Louis, 50,00; Escudier, 5,00; Rerat, 5,00; Lebec, 5,00; Bouvret, 5,00; Gilbert A., 3,00; Prévotel M., 60,00; Groupe de Bayeux, 30,00; Nicolas, 2,00; Bellel, 3,30; Jean, 5,00; Boudet, 10,00; Groupe du Monde Libéraire, 150,00; Gérard, 1,30; Ciron, 5,00; Kiouane, 5,50; Bidi, 40,00; Anslu, 5,00; Bianco, 4,00; Pierre, 5,00; Descamps, 3,00; Duval K., 5,00; Arru, 10,00; Parérenti 20,00; Chenard, 5,00.

Vie de la Fédération

P. A.
Groupes et militants, adressez vos cotisations à Hélène GOURUSSI, 3, rue Ternaux, Paris, XI^e. C.C.P. 15 912 21 Paris.

AIX EN PROVENCE
GROUPE LIBERTAIRE
S'adresser à José BARRACHINA, Clos des Fleurs, Bâtiment A, 41, Avenue P-Solari.

ANGERS-TRELAZE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion deuxième mercredi du mois au lieu habituel, Bibliothèque et Librairie.

ASNIERES
GROUPE ANARCHISTE
Salle du centre administratif, Place de la Mairie (deuxième et quatrième mercredi).

BORDEAUX
GROUPE ANARCHISTE « SEBASTIEN FAURE »
S'adresser à PEYRAUT Yves, 15, rue Blanqui, à CENON (Gironde).

BAYEUX
GROUPE LIBERTAIRE
Réunion chaque mois. S'adresser à J. P. Belliard (Ecole à GUERIN par Bayeux (Calvados)).

LE MONDE LIBERTAIRE ★ 2

CAEN
GROUPE ANARCHISTE
Réunion chaque mois. S'adresser à Michel FREROT, 57, route de Luon-sur-Mer à CAEN (Calvados).

CARCASSONNE
GROUPE HAN RYNER
Francis DUFOUR, 51, rue de la Tour-d'Auvergne, à CARCASSONNE (Aude).

COMMENTRY
GROUPE ANARCHISTE
Animateur, Louis MALFANT, Boulevard Rambourg, à COMMENTRY (Allier).

FALAISE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion chaque mois. S'adresser à Louis LA FAYE, 10, rue Gambetta à FALAISE (Calvados).

GIVORS
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à G. DARTOIS, Chemin des Charmes à GRIGNY (Rhône).

LE HAVRE
GROUPE LIBERTAIRE JULES DURAND.
Pour tous renseignements, s'adresser à A. DAUGUET, 15, rue Schubert, au HAVRE (Seine-Maritime).

LYON
GROUPE ELISEE RECLUS
Permanence tous les samedis de 17 à 19 h. Café Bon Accueil, 71, rue de Bonnel à LYON (3^e). Adresser toute correspondance au secrétaire AVIAS Raoul, 56, rue Pierre-Lémerd à OULINS (Rhône).

MARSEILLE
GROUPE ANARCHISTE MARSEILLE-CENTRE.
Réunion tous les lundis de 18 h 30 à 20 h. 12, rue Pavillon, 2^e étage.

NANTES
GROUPE FERNAND PELLOUTIER,
Secrétaire, Louis SIMIER, 44, rue de Sèvres, à NANTES (Loire-Atlantique).

SAINTES
GROUPE LIBERTAIRE
Prière de prendre contact avec le camarade Georges AUZANNEAU, route de Marennes, à SAINTES (Charente-Maritime).

TOURS
GROUPE LIBERTAIRE « PAUL ZORKINE »
Responsables : Maraudin, A. et Schakumunds, J. J. Renseignements : 3, rue Ternaux, Paris, XI^e.

PARIS
GROUPE D'ETUDES ET D'ACTION ANARCHISTE.
Permanence chaque samedi de 15 à 19 h. 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

GROUPE LES AMITIES INTERNATIONALES
Réunion chaque samedi à 17 h. 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

GROUPE LIBERTAIRE EMILE HENRY.
Réunion tous les jeudis de 21 à 23 h. 30.
Pour tous renseignements, s'adresser à J. BONNET, 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

GROUPE D'ENTRAIDE
Activité : Coopérative pour une maison de vieillesse. S'adresser à Roger VENTE, 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL.
Prochaine réunion du Groupe : Samedi, 9 février à 17 heures précises au local de Montmartre.
Ordre du jour : Les anarchistes et les problèmes de l'heure : La F. A. et les groupes - Divers - Le quart d'heure du militant, par Pascal LEGUILLER.

GROUPE DU MONDE LIBERTAIRE.
3, rue Ternaux, Paris.

UNION DES GROUPES ANARCHISTES COMMUNISTES
Permanence tous les samedis de 14 h. à 18 h.
Pour ces groupes, renseignements à l'U.C.A.C. ou Francis LEMOINE, 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

GRENOBLE
GROUPE ANARCHISTE COMMUNISTE SPARTACUS.
S'adresser à KERAVIS, 162, rue Léon Jouhaux, à GRENOBLE (Isère).

LILLE
GROUPE ANARCHISTE « LA COMMUNE LIBERTAIRE » C.N.T., S.I.A., espérantistes - révolutionnaires. S'adresser à Henri WALRAEVE, 8, rue des Aubépines, à LAMBERSART (Nord).

MAISONS-ALFORT
GROUPE ELISEE RECLUS.

PARIS V
GROUPE KRONSTADT

HAUTE-SOAVIE
GROUPE DURRUTI.

MACON
GROUPE GERMINAL.

Le rapprochement franco-allemand ne passe pas par la fusion des états-majors

Issu d'un coup d'Etat, confirmé par le suffrage universel — ce qui renforce bien l'opinion qu'on peut avoir sur la valeur de ce suffrage universel —, le régime gaulliste paraît à son apogée et son chef peut mettre en route sa grande politique, celle qui doit lui permettre de l'inscrire un nom parmi ceux qui font l'histoire.

Lors de sa conférence de presse, il commença par proclamer que le renforcement de l'Etat constituait un besoin des temps modernes : « Tout et même le sort de chacun est donc lié plus ou moins directement à l'action des pouvoirs publics, laquelle se traduit par une orientation nationale, par des règlements et par des lois. A cette action-là, comme à toute action, il faut une tête et cette tête est une personne. » S'identifiant à cet Etat redoutable, dernièrement renforcé par sa cour de sûreté, de Gaulle considérant qu'il a reçu par le suffrage universel « l'expression personnelle de la confiance de tous les intéressés », et savourant sa toute-puissance, croit pouvoir hausser encore le ton dans le concert des nations.

Sur le plan intérieur « pour la première fois depuis sa naissance, la République étant établie dans la continuité », il prétend « poursuivre l'entreprise immense de transformation du pays selon ce que commande la civilisation moderne ». Ce qui ne peut se produire que par l'expansion. Pour cela, il suffit d'appliquer nettement et fermement le Plan. C'est-à-dire, de s'en remettre aux technocrates. « Naturellement, la répartition de tout ce qui est produit, la répartition entre les uns et les autres, compte tenu de ce qui est dû à l'esprit d'entreprise, aux biens qui sont investis, à la valeur et à la hiérarchie professionnelle, cette répartition-là, cette distribution-là, doit être plus équitable qu'elle n'est, et si la répartition comme on dit de notre revenu national s'est certainement améliorée, il faut poursuivre dans

cette voie. » Nous noterons qu'en réalité, sans parler des super bénéfices, l'écart ne cesse de croître entre bas et hauts salaires. C'est alors qu'ayant légitimé l'exploitation capitaliste, de Gaulle veut la consolider et l'établir dans la continuité qu'il a promis à la République : « Il s'agit que tous ceux qui accomplissent l'œuvre économique soient mieux informés encore qu'il ne le sont de ces réalités et participent d'une manière plus effective à ces responsabilités, ce qui veut dire qu'à la base il faut une asso-

ciation plus étendue du personnel à la marche des entreprises et cela veut dire qu'au sommet il faut que les représentants des activités nationales, économiques, sociales, administratives, culturelles, fournissent une collaboration plus étroite à ces conseils dans lesquels sont élaborés et contrôlés le développement de nos régions et celui de notre pays. » Ainsi, de Gaulle sentant bien que la plus grande fragilité de son régime réside dans l'indépendance du monde ouvrier, veut-il le ligoter dans un système corporatiste et insiste-t-il sur la nécessité pour lui de réaliser l'intégration des représentations professionnelles. Les éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier ayant imposé aux directions réformistes des syndicats de prendre position contre l'intégration, de Gaulle revient à la charge et il va falloir se battre fermement sur ce terrain.

Le général pense que ses bases intérieures sont suffisamment assurées actuellement pour qu'il prenne sur le plan international un certain nombre de positions brutales qui n'ont guère d'autre intérêt que d'éclairer quelques contradictions du capitalisme.

PAR GEORGES MANCEAU

Grande Bretagne dans le Marché Commun. Bien qu'il ait évidemment à tenir le plus grand compte de la paysannerie française sous peine de sérieux troubles intérieurs il est difficile qu'il nous fasse croire que les habitudes alimentaires de la Grande Bretagne contre - indiquent formellement son entrée dans le Marché Commun. Prenant du même coup sa revanche de Fachoda, de l'Entente cordiale et sans doute de certaines vexations subies durant l'exil de 1940-44, de Gaulle rejette la métropole anglaise vers sa colonie américaine et se dégage vis-à-vis de celle-ci, laissant entendre qu'ils demeurent des alliés... dans la période historique où nous sommes.

De Gaulle pense alors pouvoir jouer un grand rôle continental et faire prendre à la France la tête de l'Europe. L'Allemagne fournissant soldats et ressources, cette Sainte Alliance pouvant tout comme un Grand faire son petit chantage atomique. Il paraît que pour la première fois depuis longtemps les Gaulois et les



L'axe Paris-Bonn, ira-t-il jusqu'à Moscou ? (Photo Viollet.)

LA TAXATION DES LEGUMES BRIMADE OU MANŒUVRE ?

Les représentants des agriculteurs, producteurs de légumes ou non, ont considéré la taxation du prix de vente au détail de certains légumes, de la viande de porc et des œufs comme une décision au caractère provocateur et profondément injuste, tendant beaucoup plus à les brimer qu'à défendre les consommateurs. Que penser de leur attitude ? Qu'ils s'insurgent contre une décision autoritaire, prise sans les consulter, d'accord, mais qu'ils considèrent comme injuste une décision cherchant à éviter les spéculations qui sont les conséquences de la pénurie de marchandises, nous ne les suivons plus. Il est des faits qui parlent : le prix de la viande de porc qui avait monté à l'occasion des fêtes de Noël, n'a pas baissé le 15 janvier, dès les premiers froids, des hausses de prix ont eu lieu, alors même que les approvisionnement étaient normaux et, si les producteurs de pommes de terre n'avaient pas l'intention de spéculer sur leurs prix, pourquoi ont-ils refusé de souscrire des contrats au début de la saison, sinon parce qu'ils espéraient écouler leur production suivant les lois du marché ? Evidemment, la faute n'en revient pas tant aux producteurs ou distributeurs de leurs produits qu'au régime économique que nous subissons, où la concurrence parfaite (ou imparfaite) est un élément essentiel, où les prix se fixent en fonction de l'offre et de la demande. C'est sous un tel régime que se créent les grosses fortunes basées sur la spéculation.

D'autre part, nous ne sommes pas dupes des proclamations gouvernementales, le ministre des Finances justifie son attitude par le souci qu'il a de défendre les consommateurs ; Giscard d'Estaing défend des pauvres et des opprimés ! A d'autres ! En réa-

lité, cette politique n'est ni nouvelle, ni désintéressée : nous sommes dans une période de hausse des prix et il faut éviter que l'augmentation de l'indice des 179 articles ne provoque une augmentation du SMIG (d'ailleurs c'est pour la même raison que le gouvernement a fait pression récemment sur les producteurs de vin pour qu'ils diminuent leurs prix de vente).

Et plutôt que de taxer les prix, il serait préférable d'éviter la pénurie, cause de cette taxation. La réforme de la distribution devient un mythe, quand elle n'est pas complètement abandonnée comme pour le charbon : en effet, dans ce cas particulier, des difficultés d'approvisionnement apparaissent déjà au début de décembre et apparaissent chaque fois qu'un hiver est particulièrement froid, ceci à cause d'une mauvaise organisation de la distribution et aussi d'une réduction maximum des importations ; le gouvernement peut toujours se vanter d'avoir une balance commerciale bénéficiaire si ce résultat est obtenu au détriment des importations de première nécessité !

Mais cette pénurie est inévitable dans un pays où la planification est établie, non pas en fonction des besoins des consommateurs, mais uniquement pour mettre sur pied une politique gouvernementale permettant à ses promoteurs de se réjouir de la situation florissante de l'économie. Le froid est un cas de force majeure étonnant le gouvernement de sa responsabilité, bien utile pour cacher les insuffisances de sa politique ; la taxation est une manœuvre lui permettant de continuer une politique économique souvent incohérente, en ayant l'air de défendre les catégories les plus défavorisées.

E. VERNON

Nous en venons à ce fameux Marché Commun. Cette très grande affaire, comme dit de Gaulle, conçue et organisée par les gouvernements et les capitalistes ne pouvait pas ne pas faire apparaître la tare essentielle des Etats et des capitalismes : l'impérialisme.

Le capitalisme américain a tout de suite été intéressé par le Marché Commun et a favorisé son élaboration. Il lui paraissait devoir garantir la poursuite de la colonisation économique de l'Europe de l'Ouest et la récente mainmise sur SIMCA ne vient qu'à la suite de multiples rachats ou créations d'entreprises en Europe. En effet, une main-d'œuvre hautement qualifiée y assure moyennant de bas salaires une excellente rentabilité des capitaux investis et elle constitue un vaste marché pas encore encombré. Les U.S.A. peuvent ainsi intervenir sur certains secteurs de la production et profitant de leur avance technique conserver le monopole de la haute recherche et se livrer à de fructueuses concessions de brevets. Le capitalisme américain a évidemment ses agents parmi les technocrates et les politiciens européens, mais il ne détient pas le monopole de l'impérialisme.

L'Allemagne qui a déjà fait l'Europe de la manière que l'on sait, est trop handicapée moralement par ce trop récent antécédent (au sens judiciaire du terme) pour pouvoir s'étendre aussi librement que le lui aurait permis l'excellente santé des seigneurs de la Ruhr.

L'Angleterre, après avoir pendant des siècles entretenu la division de l'Europe, ne semble plus avoir d'autre ambition que de subsister le moins mal possible et pense qu'au sein du Marché Commun elle limitera sa décadence au minimum, cependant que militairement elle acceptée que sa force de frappe soit « intégrée » et que diplomatiquement elle s'aligne finalement sur les U.S.A., tout en prenant dans les conflits internationaux des positions vaguement pacifistes et conciliatrices.

Craint-il l'influence émolliente de l'Angleterre, craint-il surtout que par le biais de celle-ci, les U.S.A. ne continuent à contrôler l'Europe, de Gaulle rend pratiquement impossible l'entrée de la

Germaines se sentent solidaires. « Et voilà que la voix des peuples s'est élevée pour prouver que ce courant correspondait à quelque chose de profond, de décisif et sans aucune doute d'historique. » Quant à nous, paraphrasant notre guide, nous dirons que nous sommes affermis dans notre conviction que la politique nouvelle des relations franco-allemandes repose sur une base populaire incomparable d'indifférence. Mais, enfin, c'est déjà quelque chose si, sauf chez les patriotes revancharde du P.C., la haine a cessé.

Cette Europe, dont les capitalistes veulent faire un marché, les technocrates une organisation géante, va sous une houlette ou une autre continuer à tendre à l'effacement des particularismes nationaux. Les problèmes qui vont se poser au monde du travail vont être moins étriqués et le mouvement ouvrier peut retrouver une largeur de vue qui lui fasse reprendre confiance en lui-même. Il va sans dire que ce renouveau du socialisme ne passe pas par les partis, ni social-démocrates, ni démocrates chrétiens, cautions du régime capitaliste, ni communistes plus ou moins chinois ou plus ou moins russes, mais de toutes façons scléreux, pas plus que par ces agglomérats d'impuissances de la « nouvelle gauche » type P.S.U. Une certaine dislocation des deux grands blocs peut par contre permettre aux centrales syndicales de se libérer de ce qui a paru être leur principale occupation depuis plus de quinze ans, défense du « monde libre » ou défense « du camp socialiste » pour se consacrer de nouveau à la défense du prolétariat et à l'attaque du capitalisme et de la technocratie bourgeoise ou bureaucratique. Ce qui n'est évidemment possible que si les nombreux noyaux révolutionnaires qui ont subsisté en Europe, s'appuyant sur les couches nouvelles de travailleurs dégoûtés de la basse politique, réussissent à les persuader de la fécondité de l'action directe et poussent les appareils à la retraite.

Le mouvement ouvrier apparaît assez bien armé en Europe pour pouvoir dans les années qui vont suivre relancer l'internationale qui balaiera les vieilles lunes du capitalisme et autres billevesées gallo-germaniques.

REVOLUTION ET DICTATURE

Depuis la chute de BATISTA, le premier janvier 1959, nous avons eu le souci d'informer objectivement nos lecteurs sur le déroulement des événements à Cuba (1 & 2) et nous n'avons pas craint de mettre l'accent, à ce propos, sur les divergences d'opinion entre militants libertaires (3), divergences qui se sont surtout matérialisées en France l'année dernière par une controverse opposant des camarades de « Noir et Rouge » d'une part à des camarades des « Cahiers du Socialisme Libéraire » et de la « Révolution Proletarienne » d'autre part. Aux autorités, aux politiciens soucieux d'un monolithisme obligatoirement conservateur nous opposons la richesse créatrice de ces débats sur ce qui a trait à la transformation révolutionnaire des structures sociales.

Ces divergences existent à l'échelle mondiale et nous pensons sincèrement qu'elles sont un signe de bonne santé du mouvement anarchiste international dans ce qu'il a de plus original. Aussi, par plusieurs articles dont la publication sera échelonnée sur quelques numéros, nous essaierons, dans la mesure de nos moyens, de vous en montrer quelques-uns des aspects les plus importants.

Nous commençons aujourd'hui par vous proposer un condensé d'une étude (4) de notre camarade cubain Abelardo IGLESIAS, militant anarchiste de longue date ayant participé sur place, il y a un quart de siècle, à la lutte de nos camarades espagnols et qui a pris part aux côtés d'autres de nos compagnons aux combats contre la tyrannie de BATISTA. Cet article écrit en exil nous montre ce qu'est devenue une révolution qui permettait à ses débuts (1).

Mais s'il est impossible de nier le caractère totalitaire du régime castroïste et sa soumission à l'impérialisme soviétique, soumission mise en valeur fin octobre par l'affaire des rampes de lancement de missiles, il serait extrêmement dangereux d'oublier les problèmes des autres pays d'Amérique latine soumis à l'emprise de l'impérialisme yankee, emprise mise en valeur il y a quelques semaines par le voyage-clair à Brasilia de Robert Kennedy, frère du président des U. S. A., envoyé spécialement pour mettre au pas les velléités d'indépendance du président GOULART.

Là-bas comme partout les révolutionnaires ont à affronter, soit au même temps, soit l'un après l'autre, l'autoritarisme des capitalistes « classiques » et l'autoritarisme des socialistes étatistes. Et nous espérons, à l'aide de documents originaux en provenance plus particulièrement des milieux anarchistes hispano-américains, vous permettre de mieux sentir la complexité de ces phénomènes.

M. P.

Lorsque LENINE et TROTSKY, utilisant la poussée révolutionnaire du peuple russe, qui avait abattu un trône séculaire et aboli des privilèges millénaires, se lancèrent dans l'insurrection d'octobre ils se préoccupèrent de faire coïncider l'action avec le congrès panrusse des Soviets afin de donner à leur manœuvre politique un caractère populaire qui la légitimât. Ils savaient parfaitement que le pouvoir politique ne serait pas celui des ouvriers et ces paysans, mais bien le pouvoir exclusif de la minorité audacieuse qui l'avait saisi par surprise et qui le maintiendrait durement entre ses mains, quand même les majorités révolutionnaires s'y opposaient.

Cette préoccupation qu'avaient les bolcheviks de faire « légitimer » la prise et le monopole du pouvoir politique montrait leur faiblesse dans la mesure où ils avaient ainsi avoir des masses ouvrières et paysannes pour installer la « dictature du prolétariat » et créer un « Etat prolétarien ».

Cependant les libertaires de tous les pays, qui s'étaient aussitôt solidarisés avec le fait révolutionnaire russe, ne se laisseront pas tromper par les tactiques subtiles des bolcheviks et furent les premiers à dénoncer devant les prolétaires du monde entier l'extrême danger de la révolution et la mise en place d'une réaction étatiste, dictatorial et totalitaire.

★ La démocratie directe

C'est un avantage indiscutable pour les libertaires, en ces temps d'anticommunisme réactionnaire et opportuniste, de pouvoir citer les œuvres de Luigi FABBRI, Rudolf ROCKER, Alexandre BERKMAN, Emma GOLDMAN, Pierre ARCHONF, Nestor MAKHNO, Errico MALATESTA, etc., sans oublier les objections de KROPOTKINE, surtout celles qu'il exprimait dans sa fameuse lettre à LENINE où il protestait violemment contre la prise d'otages parmi les opposants révolutionnaires qui osaient faire face au régime liberticide.

Nos camarades ne se laisseront pas aveugler par le fait rigoureusement exact que la révolution avait abattu les privilèges féodaux et qu'elle avait réduit en poussière un trône absolutiste qui paraissait indéfectible à cause de ses fondations séculaires et de la soumission servile des masses paysannes.

Après LENINE, TROTSKY et STALINE, dont le passage au pouvoir est taché du sang de centaines de milliers de victimes, n'importe qui peut juger le régime soviétique avec certitude ; mais il était délicat de prévoir la politique communiste à ses débuts, alors que le régime totalitaire paraissait s'identifier avec la volonté révolutionnaire du peuple russe.

Fidel CASTRO commença la lutte ré-

- (1) La Révolution Cubaine, M. L. nos 55 et 56, décembre 59 et janvier 60.
- (2) L'Anarchie dans la Révolution Cubaine, M. L. n° 65, décembre 60. La déclaration de La Havane, M. Berthaut, M. L. n° 65, janvier 61. Pour la Révolution Cubaine, M. L. n° 67, février 61. CUBA, J. Viada, M. L. n° 80, mai 62. Prise de position de la FORA, M. L. n° 81, juin 62.
- (3) La révolution cubaine en péril, Ariel, M. L. n° 70, mai 61. N° 71, juin 61, contenant 4 articles de : la rédaction, R. Hagauer, G. Leval, M. Prudhommeaux. L'étonnement cubaine, A. Prudhommeaux, n° 74, novembre 61.
- (4) « Reconstruire », n° 18 et 19, juillet et août 62, Buenos Aires.

LE MONDE LIBERTAIRE ★ 6

surtout l'opinion progressiste et révolutionnaire internationale.

L'homme que le destin appela à décrire le régime dictatorial de Fidel CASTRO d'une phrase simple et persuasive fut le philosophe français de l'existentialisme Jean-Paul SARTRE. Au cours d'une visite « désintéressée » rendue sur invitation du dit gouvernement révolutionnaire cubain, il trouva cette phrase heureuse : « Le régime révolutionnaire de Fidel CASTRO est une démocratie directe et concrète ». Et comme unique argument apte à justifier l'ingéniosité de sa phrase il déclara que : « Les gouvernements révolutionnaires dialoguaient directement avec le peuple, établissant une liaison concrète entre la volonté des masses et la minorité gouvernementale ». Naturellement la phrase fut acceptée et brandie constamment par les fidèles-communistes comme une « légitimation » du pouvoir révolutionnaire. Il n'était plus question de consulter le peuple, ni de permettre que les organismes populaires fonctionnent librement, vu que CASTRO « dialoguait » avec les masses et que les masses criaient ostensiblement leur adhésion totale à ce qu'il leur disait dans ses longs discours.

Mais comment fonctionne la « démocratie directe » ?

La ferveur populaire s'éteignit rapidement au fur et à mesure de la consolidation super-autoritaire du régime dit révolutionnaire.

Les premiers mois d'euphorie passés le peuple cubain commença à montrer son désaccord en refusant de participer aux grandes concentrations organisées à tout bout de champ par le gouvernement.

C'est un fait bien connu à Cuba que vers le milieu de 1959 la sensibilité populaire comprit qu'elle était sortie d'une dictature sanguinaire pour tomber dans une dictature terroriste et brutale. Et lorsque s'acheva ce que Fidel lui-même appela « la lune de miel entre le peuple cubain et la révolution », c'est-à-dire l'acceptation spontanée par les masses populaires cubaines du gouvernement fidélo-communiste, les gouvernants se hâtèrent d'utiliser les méthodes communes à tous les régimes totalitaires.

Désormais, pour faire en sorte que

Fidel CASTRO dispose d'un auditoire (dequel ne dépasse jamais le demi-million de personnes de tous âges et de tous sexes), on procéda de la façon suivante :

1° — On paralyse totalement la vie économique du pays, faisant cesser toute activité par ordre du gouvernement.

2° — On ferme tous les lieux publics : cinémas, théâtres, stades, cabarets, plages, cafés, restaurants, etc.

3° — Toutes les chaînes de radio et de télévision sont groupées de la, on a transmis et à décrire exclusivement la concentration.

4° — On suspend tous les transports publics (trains, avions et autocars) qui vont de la capitale vers l'intérieur de l'île.

5° — On emploie tous les moyens de transport connus, depuis ceux qui servent habituellement au transport des personnes jusqu'à ceux qui servent pour des animaux et du matériel, pour amener depuis les villages de l'intérieur jusqu'à La Havane les gens qui doivent participer à la concentration.

6° — On ordonne à tous les fonctionnaires, à tous les travailleurs des entreprises nationalisées, à tous les paysans employés dans les prétendus « fermes du peuple », ainsi qu'à tous les universitaires, professeurs et étudiants de se présenter au « responsable » désigné qui vérifiera la présence de chacune des personnes placées sous son contrôle.

7° — Pendant les 30 jours qui précèdent la concentration populaire tous les moyens de propagande s'emploient exclusivement, 24 heures sur 24, à inciter le peuple à assassiner en menaçant ceux qui ne s'y rendraient pas et ne pourraient fournir une justification, d'être considérés comme des « contre-révolutionnaires », des « agents de l'impérialisme » et des « ennemis du peuple ».

Et malgré toutes ces mesures coercitives on n'a jamais réussi à concentrer 10 % de la population cubaine.

Fidel CASTRO, cela va de soi, ne se préoccupe pas de l'absence de la majorité du peuple cubain à ces consultations périodiques et proclame à tue-tête que le peuple, le vrai peuple révolutionnaire, est là avec lui, appuyant le gouvernement par sa présence et sa résolution combative et déclare : « Ça oui, c'est la démocratie, pure et vraie, une démocratie directe et concrète ».

cubains furent tous les jours pendant la guerre contre la grande tyrannie de Batista, la violence des tentatives de fructifier sous forme de agraires libres ou de collectives révolutionnaires.

Dans cette longue lutte les militants libertaires tombés par les hommes de main des propriétaires et de Sabino PUPO et de LILIAN REZ. La date de l'événement fut choisie par le premier le « Jour du paysan lutte et de combat pour libération des paysans exploités ».

Au moment de la chute les organisations libertaires lancèrent aux paysans de la prise directe du gestion des coopératives et vides agraires révolutionnaires attendre les décisions des partis du pays. Mis prêts tout d'abord, faire participer paysannes à la construction de l'économie agricole ou à la culture de légumes. Elles rendent directement l'administration au paysan d'assurer un plus grand rôle agricole. En attendant que l'action des organisations des paysans empêche l'évolution révolutionnaire vers la forme comme cela est arrivé.

La réponse immédiate des dirigeants, conseils par les, fut l'expulsion des paysans qui avaient occupé avec menace d'exercer du réforme agraire prévue persistaient dans cette attitude des dirigeants « révo fut à l'origine d'une série de conflits et d'incidents de compte le conflit de aux mains de l'Etat et révolutionnaires d'attendre les décrets de

La loi de réforme agraire avec fracas en 1959 a été le passage de la propriété des terres entre les grands propriétaires paysans et les petits paysans. Ces derniers au lieu de nouveau patron, la politique tonnaire s'ingère dans toute initiative de paysans « coopératives agraires » que des entreprises d'Etat ne sont sous la direction de commissaires politiques désignés.

L'Institut national de contrôle et de direction mine tout et n'obtient pas le moindre possibilité de garnison du territoire d'Etat en 1960, quand le régime autoritaire en ment, nous, libérés de déclaration de précaution :

« ... La terre à nous croyons que nous les paysans Liberté ! » exacte des aspirations des paysans cubains et à cultiver, de miser et administrer les efforts et de leur semble : paysan ou familiale d'actives, de création de coopération dans duction dans de tion de granges, bre volentés, sion possible, l'Etat qui peut très capables, souvent les l'agriculture et hommes de la Nous sommes longue expérience des révolutionnaires la planification terre, question ple, ne peut simple processus exact que des

★ Ecoles et casernes

Il est cependant certain qu'à la chute de Batista, Cuba ne comptait pas plus de 25 % d'analphabètes (11 % en Argentine, 15 % en Uruguay, 54 % au Mexique, 58 % au Venezuela) et que le nombre de 50 % a été inventé pour justifier une campagne dont l'objet fut bien plutôt d'encadrer les enfants, les adolescents et les adultes que d'apprendre à lire aux ignorants.

Les maîtres doivent suivre fidèlement les programmes officiels dont l'application est surveillée par des Comités de Vigilance de la Révolution » composés de maîtres et d'élèves acquis au gouvernement. L'autonomie universitaire, orgueil des étudiants cubains, qui fut obtenue par des luttes sanglantes, a complètement disparu :

L'Université de La Havane est régie par une « Junta gubernamental » imposée arbitrairement. Les professeurs ne sont pas nommés après un concours, mais choisis par celle-ci et révoqués après un an pour « garantir la fidélité révolutionnaire du professorat ».

Garçons et fillettes, en uniformes et en armes, montent la garde, assurent des patrouilles, aillent au pas cadencé en chantant des hymnes pleins de haine... Activités qui illustrent pleinement une phrase de Che Guevara prononcée le 27 novembre 1961 : « Les enfants de 15 ans, lorsqu'il y a une révolution, ne sont plus des enfants ; ce sont des soldats de la Patrie ».

Castro avait promis de convertir les casernes en écoles ; en fait il a transformé les écoles en casernes.

★ La fraude de la réforme agraire

Il faut chercher dans la mauvaise distribution des terres les causes réelles de l'instabilité politique et sociale à Cuba, aussi bien durant les siècles de domination espagnole que pendant les 60 années de vie politique « indépendante ».

Une collectivité essentiellement agricole dont 80 % de la population vit des activités paysannes doit rompre avec la vieille conception féodale de la propriété foncière et remettre les terres entre les mains des paysans si elle veut permettre un développement agricole conforme à ses nécessités vitales.

La grande propriété cubaine était un mal en soi, mais en outre les grands propriétaires maintenaient en friche de vastes étendues de terres cultivables,

tandis que d'énormes masses de paysans mouraient de faim et de misère.

Pour cette raison la préoccupation principale du mouvement libertaire cubain fut toujours de réaliser une profonde et radicale révolution agraire. Suivant l'exemple des militants libertaires qui inspirèrent au Mexique l'épopée d'Emiliano ZAPATA, des militants cubains valeureux et aguerris engagèrent toutes leurs énergies dans la lutte pour la libération du paysan.

De la constitution d'une coopérative de production de café à Monte Rus jusqu'à la création de la « Confederación Campesina de Cuba » (Confédération des Paysans cubains) où militaient des douzaines de nos camarades, les libertaires

étaient conscients de l'importance de la libération du paysan.

La grande propriété cubaine était un mal en soi, mais en outre les grands propriétaires maintenaient en friche de vastes étendues de terres cultivables,

ON A CUBA

... furent toujours présents dans la lutte contre la grande propriété, incluant les paysans à l'emparer même par la force sous forme de coopératives ou de collectifs agraires révolutionnaires.

... cette longue lutte de nombreux paysans libéraux tombèrent assassinés par les hommes de main des grands propriétaires et par eux les camarades PUPU MULLAN et Nélito PE... La date de l'assassinat de ce dernier fut choisie par la C. C. C. pour célébrer le « Jour du paysan », journée de lutte et de combat pour les revendications des paysans exploités et affamés.

... moment de la chute de BATISTA les organisations libertaires cubaines ont pris le mot d'ordre de la prise directe des terres, pour organiser des coopératives et des collectifs agraires révolutionnaires, sans attendre les décisions des nouvelles autorités du pays. Nous prétendions ainsi, d'abord, faire participer les masses paysannes à la construction d'une nouvelle économie agricole qui correspondrait aux nécessités réelles du pays, en évitant directement responsables de l'exploitation des terres, unique moyen d'assurer une plus grande production agricole. En second lieu nous pensons que l'action des masses paysannes cherchait l'évolution de l'Etat dit révolutionnaire vers une forme totalitaire, ce que cela est.

... réponse immédiate des nouveaux dirigeants, conseils par les communistes fut l'expulsion manu militari des paysans qui avaient occupé des terres, sous menace d'expropriation de ceux qui ne seraient pas dans le cadre de cette attitude dirigée par les « révolutionnaires » à l'origine d'une série assez longue de conflits et de révoltes, mais en fin de compte le contrôle des terres resta entre les mains de l'Etat et des paysans révolutionnaires dirent se contenter de ces décisions officielles.

... loi de réforme agraire promulguée en 1959 signifie plus le partage de la propriété de la terre aux paysans de l'Etat, l'expropriation des terres appartenant à la grande propriété, que la répartition des terres entre les paysans, et ramène les derniers au rang d'esclaves du nouveau patron. La politique dite « révolutionnaire » s'ingéra dès le début à tuer l'initiative des paysans, créant des coopératives agraires et des « grandes entreprises du peuple » qui sont rien d'autre que des entreprises d'Etat qui fonctionnent sous la direction de véritables comités désignés par le gouvernement.

... Institut national de la Réforme agraire, dirigé tout, détournant tout et n'ont pas au paysan la possibilité d'initiative dans l'organisation de la culture agraire. En juin 1959, le ministre de la politique agraire fut évincé, nous, avons publié une déclaration de liberté des paysans qui disait entre autres : « La terre à ceux qui la travaillent. Le cri classique de la classe des paysans du monde « Terre et Liberté ! » est l'expression la plus directe des aspirations immédiates des paysans cubains à la terre à labourer, à cultiver, à administrer et à bénéficier des fruits de leur travail. Les désirs comme bon à la culture individuelle de certains cas, par la famille, par l'organisation de coopératives libres de profiteurs, par l'organisation collective là où cela est possible, par la planification toujours par la liberté des paysans et jamais par la représentation des représentants de l'Etat qui peuvent être des hommes qui ignorent bien les nécessités matérielles de la vie et des aspirations des paysans, par une conquête dans les luttes révolutionnaires des paysans, que l'exploitation de la planification pour notre peuple, que nous ne pouvons imaginer comme un moyen technique, car s'il est un moyen technique, il est inerte et que des

» viennent (terres et outils), le facteur humain (en l'occurrence les volontés des paysans) est décisif.

» C'est pour cette raison que nous nous prononçons en faveur d'une organisation coopérative et collective sur des bases absolument volontaires. L'aide de technique et culturelle apportée au paysan étant sans doute le meilleur moyen de le persuader de la supériorité de l'exploitation collective sur le système d'exploitation individuelle ou familiale. Faire le contraire, employer la force et la coercition, reviendrait en définitive à faire échouer la révolution agraire, c'est-à-dire la Révolution elle-même dans son aspect essentiel.

» Cette déclaration qui était une critique de la politique autoritaire du gouvernement dans les campagnes, fut qualifiée immédiatement de « contre-révolutionnaire » par les dirigeants du régime. BLAS ROCA, secrétaire général du Parti Socialiste Populaire (P. C. cubain) nous accusa alors d'être des « agents du State Department ». Cette attitude des officiels montra qu'il n'existait aucune possibilité de faire fructifier une position

qui ne correspondait pas, dans la forme ou dans le fond, à la ligne tracée par le gouvernement dit révolutionnaire.

La politique étatiste dans les campagnes a conduit en premier lieu au mécontentement des paysans qui manifestèrent leur répulsion, face à une réforme agraire qui les a transformés en serfs de l'Etat totalitaire, en travaillant avec dégoût et en ne mettant pas le maximum de leurs efforts à l'accomplissement de leur tâche. En second lieu le marasme dans la production agricole revêt une telle ampleur que des produits typiques du pays qui couvraient, avant la Révolution, au moins 50 % des nécessités alimentaires du peuple cubain, sont devenus extrêmement rares ou inexistantes sur le marché.

Le gouvernement fidélo-communiste a investi bureaucratiquement près de 800 millions de pesos dans la réforme agraire et le résultat est la sous-alimentation des couches les plus pauvres de la population. La nouvelle classe, et les anciens riches conservant encore des réserves économiques, continuent de manger copieusement tandis que le peuple s'appauvrit.



...de la joie à l'embrigadement... (Photo Viollet.)

★ Le dressage des syndicats

Le mouvement ouvrier cubain fut libre et indépendant vis-à-vis des gouvernements et des partis politiques depuis sa fondation par les libertaires, dans les derniers jours de la domination espagnole, jusqu'en 1938. A cette date les communistes pactisèrent avec le premier gouvernement de BATISTA et subordonnèrent l'action de la classe ouvrière aux intérêts de leur Parti et du gouvernement en place.

Avec la création de la Confédération des Travailleurs de Cuba les syndicats ouvriers perdirent alors leur autonomie et se virent soumis à la réglementation légale qui tendait à les maintenir sous la direction bureaucratique des staliniens et du ministre du travail. Mais l'influence des traditions anarcho-sindicalistes empêcha jusqu'à un certain point que la classe ouvrière acceptât passivement la nouvelle situation et renonçât à son indépendance en tant que classe. C'est pour cela que les travailleurs cubains ont défendu énergiquement leurs organisations et ont même fait fréquemment usage de la grève pour faire aboutir leurs revendications, bien que les grèves fussent interdites par la loi.

Lorsque BATISTA tomba, les militants pensèrent que les obstacles à leurs luttes revendicatives avaient disparu totalement et que par conséquent la classe ouvrière devait profiter de la liberté conquise par le triomphe de la Révolution pour corriger toutes les injustices accumulées. Mais cela n'était que « le songe d'une nuit d'été ». En fait le nouveau régime interdit immédiatement tout mouvement de type revendicatif et exigea des ouvriers qu'ils attendent tranquillement les déci-

sions du gouvernement. Cette attitude est illustrée par deux phrases de Raul CASTRO : « Le meilleur syndicat, c'est l'Etat » et « Les travailleurs n'ont plus besoin de syndicats, car ils ont un gouvernement qui les défend et les protège ».

L'attitude officielle fut immédiatement appuyée par les dirigeants qui avaient pris les commandes des syndicats après le premier janvier. Ils déclarèrent que pour « défendre la Révolution » les travailleurs devaient renoncer à toutes leurs revendications. D'autre part le nouveau régime niait tout droit d'intervention des syndicats dans les tâches fondamentales de la transformation révolutionnaire : au lieu de remettre la gestion des entreprises aux organisations ouvrières il la confiait à des hommes à sa solde.

Cependant, durant la première année, les masses ouvrières débordèrent les leaders improvisés et se lancèrent dans des grèves qui provoquèrent de sérieux conflits entre le gouvernement et les dirigeants des syndicats. Il fallut donc imposer des hommes plus capables de s'adapter aux exigences de l'Etat.

Actuellement les syndicats ouvriers cubains ne sont qu'un rouage du grand engrènement de l'Etat. Les dirigeants imposés par le nouveau régime se sont employés à liquider tout ce qui fut conquis pendant 80 années de luttes. A l'occasion du XI^e Congrès de la C. T. C. ils firent entendre les dérogations à tous les droits acquis : congés payés annuels, arrêts de travail rétribués en cas de maladie, etc. On en arriva là après avoir balayé toute démocratie dans le fonctionnement interne des syndicats et écrasé tout mouvement de révolte des ouvriers. Les or-

ganisations syndicales cubaines sont devenues de simples agences gouvernementales qui ont pour but d'imposer sans discussion les décisions de l'Etat.

por Abelardo IGLESIAS

★ Une nouvelle oligarchie

Castro est arrivé à créer à son profit, au sein des masses, un sentiment de respect mystique et à faire accepter l'idée que les « héros de la révolution » appartiennent à une élite. Dans la conscience populaire cela réduit le nombre des personnes ayant accès au pouvoir et le partageant (de façon limitée) avec le « leader suprême ».

En réalité le pouvoir repose solidement entre les mains des frères Castro et de Che Guevara, et la technique qu'ils emploient pour gouverner six millions et demi de Cubains est extrêmement simple. Ils désignent et destituent à leur

convenance président de la République, ministres, dirigeants des syndicats, officiers, magistrats, etc. aucun compte. Ils ont à leur disposition tous les moyens de diffusion de la parole et de l'écrit.

Il est fréquent que l'un des trois improvise en public une solution à un problème quelconque et que le lendemain celle-ci soit transformée en loi par le simple jeu de l'approbation du soi-disant conseil des ministres.

Le peuple a un seul droit : assister aux grandes concentrations et applaudir jusqu'à l'épuisement.

★ Le peuple en uniforme

Le 8 janvier 1959, à son arrivée à La Havane, Fidel CASTRO, dit : « Des armes, pourquoi faire ? », mais au bout de quelques semaines la capitale était envahie par des milliers d'hommes en uniforme, récemment incorporés dans l'armée et la police organisés en toute hâte par le « gouvernement révolutionnaire ». Presque toutes les charges officielles furent occupées par des officiers de l'armée rebelle et de nombreux comités exécutifs provisoires de syndicats furent exécutés par des militaires qui étaient ostensiblement leurs uniformes et leurs galons.

Par réaction contre ce néo-militarisme, on en vint très vite à blâguer les contradictions entre les paroles de Fidel dans l'étape de la lutte contre BATISTA et l'arrogance des « guerriers » du nouveau régime. Et le commandant Camilo CIENFUEGOS (qui disparut mystérieusement en octobre 59) se vit dans l'obligation de défendre ses troupes par ces paroles : « L'armée rebelle, c'est le peuple en uniforme ». Les gens commencèrent à se dire que Fidel était en train de convertir le pays en une immense caserne.

Le gouvernement créa des organismes militaires pour hommes, femmes, jeunes gens et enfants : les Milices nationales révolutionnaires, l'Association des pionniers rebelles, l'Association des pionniers rebelles, les Brigades d'alphabétisation Conrado Benitez, les Bataillons féminins Mariana Grajales, etc., avec des uniformes de couleurs différentes et de coupe identique. La fièvre des uniformes fut telle que les dirigeants de la C. T. C., complètement subordonnés à la politique officielle, décidèrent que l'uniforme serait obligatoire pour tous les responsables syndicaux.

Nous, libertaires, observions la politique militariste du gouvernement avec beaucoup de méfiance. Nous connaissions parfaitement les dangers qu'affrontait la Révolution, mais nous ne pouvions nous laisser tromper par des phrases ronflantes. Nous savions parfaitement que pour entraîner au manquement des armes les ouvriers et les paysans il n'était pas nécessaire d'insister sur la discipline militaire. Notre point de vue fut exposé dans la Déclaration de principes déjà citée :

« En tant que travailleurs révolutionnaires nous sommes internationalistes, nous sommes des hommes de l'entente pacifique de tous les peuples par-dessus toutes les frontières géographiques, linguistiques, raciales, politiques ou religieuses. Si nous ressentons un immense amour pour notre terre, ce n'est pas parce que nous sommes des hommes de ce pays, mais parce que nous sommes des hommes de ce monde. Nous sommes opposés au nationalisme quel que soit la voie dont il se couvre et adversaires de la doctrine du militarisme et de l'esprit guerrier. Nous refusons résolument l'éducation militaire de la jeunesse, la création d'une armée professionnelle et la constitution d'organismes militaires pour jeunes gens et enfants. Pour nous, nationalisme et militarisme sont synonymes de fascisme. Nous lutterons sans cesse pour qu'il y ait moins de soldats et plus d'enseignants, moins d'armes et plus de charnières, moins de canons et plus de pain pour tous. »

Cette déclaration fut bien entendu qualifiée de « contre-révolutionnaire », accusée de « faire le jeu de la réaction » et de « salir la gloire de l'armée rebelle ». De plus le secrétaire général du P. S. P. prétendit que nous cherchions à empêcher l'organisation des forces défensives

de la Révolution. Dans notre réponse nous réaffirmâmes notre volonté de ne pas voir les milices de défense contribuer à créer une mentalité militariste parmi les ouvriers et les paysans, parmi les enfants et les adolescents ; en outre nous faisons remarquer au secrétaire général du P. S. P. d'une part qu'il condamnait l'enseignement de connaissances techniques relatives à l'usage des armes avec l'abrutissement militariste de la jeunesse, d'autre part que la confusion n'était pas objective, mais subjective : sa mentalité autoritaire lui interdisait d'imaginer une armée révolutionnaire sans hiérarchie et discipline de caserne, l'empêchant de concevoir que la révolution puisse être défendue par des hommes sans uniforme et sans galon, uniquement poussés par leurs convictions profondes.

Comme nous l'avons déjà signalé, notre réponse a été interdite.

Actuellement les formes militaires du « gouvernement révolutionnaire », comprennent plus d'un demi-million d'hommes, de femmes, d'enfants et d'adolescents, mais au moins 80 % des Cubains qui les composent sont inscrits sous la pression morale et la violence, surtout sous la menace d'être expulsés de leur travail s'ils n'acceptent pas « volontairement » l'uniforme qu'on leur impose pour « défendre la révolution ».

La révolution cubaine est devenue un des thèmes de l'actualité soulevant le plus de polémiques : alors que le cycle des révolutions populaires semblait en train de s'éteindre on a vu jeter du bon bois sur les braises, en faisant jaillir de nouvelles flammes.

Aussi il est bien évident que nos objections n'ont rien de commun avec celles des réactionnaires qui se réfèrent toujours aux notions de propriété privée et de foi religieuse indispensable, selon eux, au maintien de la pleine dignité de l'homme, ni avec celles des « libéraux » américains qui insistent toujours sur la nécessité de maintenir vivantes « la démocratie représentative » en matière politique et « la liberté d'entreprise » en matière économique.

Il était normal que les militants anarchistes s'enthousiasment pour ce qui semblait être à des débuts une révolution sociale authentique, grosse d'intentions libertaires si on en jugeait par les projets de ses leaders. Et le manque d'informations, dont la responsabilité nous incombe, à nous militants cubains, fut une source d'erreurs de jugement pour nos camarades d'autres pays.

Le sens critique de nombreux camarades fut souvent tenu en échec par l'aspect spectaculaire des mesures prises : expropriation des grands domaines et des grandes entreprises industrielles, diminution des tarifs des loyers et de l'électricité, et autres mesures favorisant apparemment le prolétariat ouvrier et paysan.

Mais, comme le disait un de nos compagnons de lutte, nous ne devons pas nous laisser aveugler par un examen superficiel des faits : il n'est pas suffisant, par exemple, de savoir qu'on poursuit les curés pour applaudir ; il faut savoir aussi pour quelles raisons les curés sont poursuivis, quel est le motif véritable du conflit avec la hiérarchie catholique, s'il s'agit d'une mesure progressiste tendant à donner plus de liberté au peuple ou d'une lutte féroce pour le monopole du pouvoir.

Nous devons raisonner ainsi dans tous les domaines, car nous savons que les privilèges de classe sont liés à l'existence même de l'Etat. (Traduit de l'espagnol.)

SIGNIFICATION HUMAINE DE LA LIBERTE

Il est bien trop facilement admis dans les milieux libertaires que l'anarchisme est l'as...

la réflexion rationnelle comme critère de vérité, l'affirmation de l'autonomie du jugement fondant l'autonomie d'une existence soumise à la seule raison.

De la fin de la culture héllénique à l'aube des temps modernes, il y a un long chemin, dont se dispensent volontiers bien des historiens universitaires...

Il y a un apport chrétien à la conscience de la liberté. Attribuant à Dieu la création...

Une histoire de la culture

« Il ne saurait être question, en philosophie, d'éternels problèmes, car les problèmes se renouvellent en même temps que la face du monde... »

Ce n'est donc pas un traité de métaphysique, mais bien une vivante enquête sur le sens concret de la liberté à diverses étapes de l'histoire que nous propose G. GUSDORF dans son essai.

Encore prend-il soin au départ de bien insister sur les types de cultures où le problème de la liberté ne se pose pas : le monde primitif, l'âge des grandes empires et de l'astro-biologie, l'orient traditionnel.

C'est avec la culture grecque qu'émerge notre problème de la liberté. Au fur et à mesure que la réflexion antique se dégage des sagesses orientales, se précisent des thèmes qui feront autorité pour toute la philosophie occidentale...

l'individualisme renaissant — n'oublions pas que la Renaissance représente trois siècles de l'histoire de la pensée occidentale — n'ira pas jusqu'à rejeter l'idée de Dieu.

« Jusque là dans l'histoire, et partout dans le monde, il n'y avait de liberté que dans l'obissance à l'ordre. Elle sera recherchée désormais comme une rupture de l'ordre et du monde, comme la création d'un ordre nouveau... »

Le mécanisme qui se développe au XVII^e siècle va s'approfondir et renouveler ces perspectives. Avec la raison scientifique naît une nouvelle conscience de la liberté.

la signification présente de la liberté, à délivrer la liberté de l'obscurité de la liberté des théologues...

L'encyclopédie représente un pas de plus dans cette conception pratique de la liberté. Si au XVII^e siècle, l'homme se veut libre au milieu des choses, au siècle suivant il exigera sa liberté au milieu des hommes...

Avec la révolution industrielle s'opère le glissement du politique au social. Toute liberté paraît fictive qui ne serait pas sociale.

Eclaircir la condition humaine

Ce résumé rigide de quelque deux cents pages laisse inévitablement échapper la richesse de ce livre : cette culture vivante qui loin de se laisser fasciner par les vedettes de la philosophie...

En se proposant de dégager ainsi le sens concret que prend la liberté pour chaque époque, G. GUSDORF met en lumière quelle n'est pas un idéal, une qualité que l'homme posséderait ou ne posséderait pas, une fois pour toutes, mais bien « l'enjeu » d'un combat toujours douteux...

Et la recapitulation du passé rend possible un inventaire du présent. Ce n'est même qu'à ce prix que nous parviendrons à dégager

la signification présente de la liberté, à délivrer la liberté de l'obscurité de la liberté des théologues...

Entreprise menée avec clarté et discernement. Ne s'encombrant d'aucun pédantisme et refusant le jargon, G. GUSDORF mène son enquête bon train, avec un sens sûr de la formule narquoise ou ironique qui résume mieux qu'un long paragraphe...

Liberté, ligne de vie

En tant qu'anarchistes, nous sommes tout parti d'un remède intentionnel de la liberté que nous avons rattaché à la liberté au centre de nos préoccupations et de notre action.

Non pas que nous contestions le sens positif que l'auteur donne à la liberté dans le contexte actuel. Quoique chrétien (protestant) G. GUSDORF se situe sur un terrain qui nous est proche...

La liberté concrète représente pour chaque homme l'enjeu d'une lutte pour la vie personnelle qu'il poursuit de la naissance à la mort. Elle s'exerce dans l'orientation, dans l'unité plus ou moins nette d'une existence et d'une personnalité.

Rien que nous ne russions reprendre. C'est la partie critique que nous récusons, car ici l'attitude de désespoir contre les conditions matérielles et les événements, mais en les utilisant ou les combattant, en reprenant son élan après chaque chute...

cents et les plus dangereux en leur esprit. Il y a des philosophes réduites à leurs attitudes les plus négatives, et donc facilement pulvérisées après un tel traitement.

Nihilisme et volonté de créer

Sans compter que notre contempteur m le gaillardet note dans la même troupe échevillés et dérangés, romantiques, « Je me F. roc », dans les anarchistes, libertaires, surréalistes, existentialistes, ou bouillons noirs.

Je ne pense à nier pas plus qu'à renier les tendances prometteuses ou nihilistes de l'exigence contemporaine de liberté. Dans la bourgeoisie même de la société bourgeoise et de tous les stades de valeurs données pour éternels...

En tout, pour la véritable exigence libertaire, affirmation et négation, création et destruction, sont les faces indissociables d'une même attitude.

Ce n'est pas là une raison pour négliger ce livre ou sous-estimer son importance. J'ai dit assez longuement l'apport sur-leurs de ses premières analyses, et il est toujours bon que nous prenions conscience des tentations nihilistes...

René FORAIN

BERNARD PRAT-COTTER

LE ROLE DES ANARCHISTES DANS LES SYNDICATS

I. - La crise du syndicalisme

Le mouvement syndical traverse depuis plusieurs dizaines d'années une crise très grave. Créé (par des anarchistes) pour être l'organisation de la classe opprimée en lutte pour mettre un terme à l'oppression sous toutes ses formes...

politique de classe, et la référence à la disparition des conditions salariales et patronales, dans les Statuts confédéraux, ne sont plus que de pure forme, une simple relique rappelant le glorieux passé.

toujours limitées à des revendications de détails (et encore, on se garde bien de condamner les heures supplémentaires, ou la hiérarchisation exagérée...)

Si on n'y prend garde, cette situation va aller s'aggravant et, la disparition du syndicalisme peut être considérée comme prochaine, faute d'un redressement aussi vigoureux qu'immédiat.

Pour aller plus loin dans la voie de la fascisation de ce pays, il est indispensable au gouvernement et à son parti (l'UNR) de museler la classe ouvrière en dotant ses syndicats, faute de parvenir à en créer d'autres, couchés aux pieds du Maître.

Déjà, on parle de « donner aux représentants des salariés, la place qui leur revient de droit, dans la gestion de la communauté nationale. Il faut que nous dénoncions cette phrasologie fausement révolutionnaire... »

Un vent de révolte souffle dans la jeunesse. Et pourtant, il y a peu de jeunes dans les syndicats. Il y a en revanche une proportion inquiétante de « bouillons noirs ».

II. - Le problème organisationnel du syndicalisme

Il y a, tout d'abord, l'affligeant spectacle du pluralisme syndical, lequel n'a même pas l'excuse de refléter le découpage entre les tendances qui expriment les différentes conceptions du syndicalisme.

autres. Parce que l'homme ou le romantisme (entre autres valeurs) n'y comptent plus guère. Ce que cette révolte des B. N. ne dégoûte sur le néant et soit purement et simplement négative, c'est rigoureusement certain.

Dans l'esprit des anarchistes qui avaient fondé les syndicats, ceux-ci devaient être les organisations de la classe ouvrière, laquelle est une entité économique et sociale unique.

Les accords d'entreprise Renault

Renault, usine nationalisée, est une entreprise capitaliste dans une société capitaliste... Le plan monétaire... Une entreprise capitaliste ne peut « tenir » qu'en se modernisant sans cesse...

consiste à tout faire en toute constance pour que tout tourne normalement.

Tout le bruit fait autour des « accords Renault » n'a qu'une signification pontique. Il est sans intérêt pour les ouvriers de Renault de discuter si la Direction Renault a pris les devants d'accord ou non avec le gouvernement...

Avant l'accord. — La Direction a présenté un texte exigeant des organisations syndicales qu'il ne soit fait aucune communication (publique) sous quelque forme que ce soit, pendant toute la durée des discussions.

Tous les syndicats C. G. T., C. F. T. C. et F. O. ont signé ce texte préalable le 11-12-1962 (tract C. G. T. du 14-12-62).

Ils ont accepté aussi qu'il n'y ait qu'un représentant par syndicat et par usine : autrement dit c'était vraiment des conversations entre dirigeants.

Cela signifie que les syndicats reconnaissent par écrit qu'ils peuvent fixer les conditions de travail sans que nous ayons rien à dire. Pour les ouvriers, les accords d'entreprise ce n'est plus ni moins qu'un changement d'horaire des trains ou une augmentation du prix du pain...

Les syndicats ont signé : Que les accords aient à notre époque la meilleure base des relations entre salariés et employeurs... (Le 12 décembre 1962).

UNE VICTOIRE DES SYNDICATS

Les syndicats sont les intermédiaires tout trouvés pour aider les dirigeants à réaliser leurs plans, c'est-à-dire à bien gérer l'entreprise.

Les directions les reconnaissent comme des interlocuteurs valables... La reconnaissance « juridique » de la section syndicale d'entreprise... Les syndicats existent dans toute une fonction...

Le 4ème semaine : Pour la Direction : moins de 2 % d'augmentation; production moindre pendant les vacances alors que les bagnoles se vendent mal...

« Elargir la brèche », dit la C.G.T. (4-1-63). Quelle brèche ? « Faire reculer le pouvoir gaulliste ».

Le retour progressif aux 40 heures. On n'en discutera pas avant un an...

Les revendications des travailleurs : plus de 40 heures pourrait bien coûter peu à la Régie et être bien amère pour les ouvriers.

à % par an par tranches de 1 %. Cela ce sont des miettes que l'on cède aux travailleurs dans le grand plan national...

Dans les autres points de détail relevons seulement la suppression du pointage pour certains agents de maîtrise d'atelier...

La conclusion c'est BOTHEREAU, secrétaire de F. O. qui la formulait. Dans l'hebdomadaire « Force Ouvrière » n° 876 du 16 janvier 1963...

Le doit de Dieu ? Nous croyons que c'était les travailleurs qui arrachaient quelque chose par leurs luttes.

On nous a dit dans le passé que « l'orchestre de la Confédération F. O. sonnait deux tons faux ».

Les travailleurs comprennent tout de suite de quelle musique il s'agit. Bien sûr les travailleurs prendront la 4ème semaine, qu'y aura-t-il de changé à leur situation dans l'usine ?

« Cet article nous a été transmis par les camarades d' « Informations et Correspondances Ouvrières » »

publique. Cette limitation à quatre points essentiels sur un programme syndical de Front unique dont la Fonction publique est la traduction de cette volonté de trouver des possibilités d'accord avec toutes les organisations et constitue un facteur très positif. Cette prise de position reflète la prise de conscience du Congrès F. O. des Fonctionnaires du Congrès F. O. des Fonctionnaires du Congrès F. O. des Fonctionnaires...

RENE LEPAUVRE

Communiqué de l'UD Force Ouvrière de la R. parisienne

La Commission Exécutive de Syndicats « Force Ouvrière » de la Région Parisienne, réunie le 14 janvier 1963, enregistre avec satisfaction les résultats de l'action syndicale qui ont permis d'obtenir, notamment chez Renault, une 4e semaine de congé payé.

Une époque où le progrès technique s'accroît chaque jour davantage, la Commission Exécutive, estimant que c'est ce progrès qui doit être au service de l'homme et non l'inverse, affirme qu'actuellement l'état de l'économie française permet, dans un avenir rapproché, le retour à la semaine de 40 heures et l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 pour les femmes.

C'est ainsi que s'expliquent les revendications de travailleurs qui lutent pour l'amélioration de leur condition. C'est aussi que s'explique l'attitude progressive des conquêtes sociales ouvrières, et particulièrement de la Sécurité Sociale. La Commission Exécutive de l'Union invite ses responsables syndicaux et ses adhérents à considérer ces problèmes et à poursuivre énergiquement la lutte quotidienne pour l'amélioration des conditions de salaire et de travail dans la paix et la liberté.

séquent d'aborder les problèmes de fond que pose toute perspective d'unification syndicale. Problèmes d'organisation, problèmes de doctrine syndicaliste. L'unification syndicale ne peut se référer que sur la base d'un programme, d'abord et, sur des méthodes de fonctionnement d'une CGR réunifiée, ensuite. Or, ce programme et les méthodes d'organisation interne et de lutte, pour le faire passer dans les réalités, ne peuvent que découler d'un retour aux sources, c'est-à-dire, essentiellement à une prise de conscience de la profonde présence de la lutte des classes.

Le syndicalisme doit revenir à ces méthodes de luttes, en finir avec le culte de la hiérarchie et des augmentations hiérarchisées des salaires, en finir avec cette coupable tolérance à l'égard des heures supplémentaires, du travail à la tâche ou aux pièces, en finir avec tous ces simulacres d'actions substitutés à l'action elle-même et allant du débrayage d'une heure ou deux, par atelier, par chantier, par bureau, par catégories (par personne, presque) au « pétitionnisme » et qui donnent aux travailleurs l'illusion de faire quelque chose alors qu'en fait ils ne font rien, parce qu'on ne leur fait rien faire pour en sortir.

Le syndicalisme doit renouer son indépendance à l'égard des partis, des sectes, des Eglises, des gouvernements (même « ouvriers »). Le syndicat ne doit dépendre que de la classe ouvrière et, redevenir ce qu'il était à l'origine, ce qu'en avaient fait les anarchistes, l'organisation de classe des travailleurs en lutte pour l'élaboration d'une société libertaire dans laquelle chaque individu pourra enfin être lui-même, tout lui-même.

la Bureaucratie, pour le socialisme libertaire. Les moyens à employer ne peuvent qu'être à la mesure de pareilles ambitions. Ils seront nécessairement violents, pour briser la prévisible résistance des capitalistes, des politiciens, des policiers, des militaires, des ecclésiastiques, des juges et de ceux que nous aurions pu omettre dans cette énumération, si on tient compte de tous les intérêts, aussi copieux que sordides, qu'ils trouvent dans la société d'exploitation qu'ils en font la forme.

Il nous faut donc nous assigner comme tâche première dans les syndicats, le nettoyage de la « maison ». C'est-à-dire, écarter des fonctions de responsabilité, ceux qui en font un métier, une carrière, imposer le retrait des syndicats des organismes officiels (Conseil Economique et Social, par exemple), empêcher la nomination de « syndicalistes-sénateurs », faire une chasse impitoyable à ceux qui ne sont, dans les syndicats, que pour y répandre la « marchandise » garantie inabordable dans les laboratoires du sacro-saint parti ou de « notre sainte-mère l'Eglise » (y a-t-il seulement une différence ?) dont ils sont les porte-parole.

Le mouvement syndical ne redonnera lui-même, que s'il parvient à reconstruire son indépendance à l'égard des partis, des sectes, des Eglises, des gouvernements (même « ouvriers »). Le syndicat ne doit dépendre que de la classe ouvrière et, redevenir ce qu'il était à l'origine, ce qu'en avaient fait les anarchistes, l'organisation de classe des travailleurs en lutte pour l'élaboration d'une société libertaire dans laquelle chaque individu pourra enfin être lui-même, tout lui-même.

Les fonctionnaires s'interrogent

Le Congrès de la Fédération Générale des Fonctionnaires P.O. s'est tenu à Puteaux au début de janvier. Sur le Congrès de 1959, qui venait de réaliser ce qu'était devenue la République capitaliste aux mains des hommes de l'activisme petit-bourgeois, ce Congrès enregistre le recul de la classe ouvrière en ce qu'il a abandonné les revendications plus ambitieuses de rattrapage immédiat, des salaires du secteur nationalisé et de salaires binômes, etc., par le jeu des seules forces du syndicalisme dit « libre ». Mais ce Congrès de 1963 a réaffirmé le caractère de classe, à l'échelle mondiale, de l'offensive de la bourgeoisie contre les travailleurs. Tous les orateurs, sauf un, ont affirmé la nécessité de se refuser à l'intégration — sous quelque forme que ce soit — du syndicalisme à l'appareil d'Etat du régime. Ayant pris une mesure plus approchée des menaces contenues dans l'évolution du gaullisme, comme agent de l'expansion du capitalisme, ce Congrès a assimilé un certain nombre de choses qui furent, dans le passé récent, l'apanage des positions de la minorité syndicaliste-révolutionnaire. On reconnaît ce tournant d'abord dans le recours à l'unité d'action de toutes les Organisations, sans exclusive, pour agir contre l'Etat-patron se refusant à satisfaire une « sélection » des revendications jugées les plus urgentes de la fonction

Les EXPERIENCES PARALLELES

Evolution de l'art dramatique
théâtral et cinématographique

PAR JEAN ROLLIN

mais on fait appel à des vedettes consacrées de la scène, qui se prêtent de mauvaise grâce à ce qu'on leur fait jouer. (Jouvet, Harry, Baur, etc.).

Sous l'influence de jeunes cinémas étrangers, l'état de stagnation du spectacle filmé se modifie. Bergman en Suède, Kurosawa, Misoguchi, au Japon ; Vadja, Munk, en Pologne, poussent vers un cinéma nouveau, jeune. Aujourd'hui, à jamais débarrassé du statisme théâtral, le nouveau cinéma n'est rien comparable à l'élan révolutionnaire de 1929. Si le cinéma contemporain étranger nous a donné de grandes œuvres revêlées, aussi belles dans la forme que dans le contenu, le jeune cinéma français s'est au contraire enfoncé dans une mode « pour choquer le bourgeois », et c'est justement le bourgeois cinématographique qui remplit les salles, qui va s'encanailler avec la Nouvelle vague. Le cinéma engagé en France reste embrigadé dans la mode de conformisme petit bourgeois et de fausses révélations techniques. (« Le Combat dans l'île », tentative sympathique de définition d'un jeune activiste O. A. S., n'arrive pas à trouver une formule vraiment saine et virulente d'expression, et n'est, finalement, qu'un mélodrame sans structures et sans la moindre trace de révolte). Impossible de trouver dans notre cinéma un film comme « Les Bateaux de l'Enfer », du japonais Yamamura, extraordinaire réquisitoire d'une beauté technique et d'une violence de ton qu'aucun cinéaste de notre pays n'est capable d'atteindre, film qui réussit, avec un scénario presque identique au « Cul-rassé Potemkine » à ne pas pâlir devant le classique d'Eisenstein. Où trouver un film comme « Quartier sans soleil », film fleuve, également japonais, (il dure trois heures) détaillant jusque dans ses moindres détails la vie d'un quartier pauvre dont tous les habitants se mettent en grève et luttent contre une terrible répression. On est ici très loin des laroiement et des pseudo-cas de conscience du cinéma engagé français. Les américains eux-mêmes réalisent des films « avancés », bien plus révolutionnaires dans la forme que tout ce que l'on voit ici. Je pense notamment aux excellents « Propriété privée », « La Nuit bestiale », « Shadows ».

Après 1900 on a peur du cinéma. Avec la création du « Film d'Art », représentation de scènes historiques, le cinéma français s'enlise dans la copie du style théâtral. En Amérique, au contraire, le cinéma devient vite populaire. C'est l'apparition du drame social (« La grève tragique », les « Scènes de la vie réelle »), qui sont bien vite remplacées par les westerns et les films à épisodes. La France suit le mouvement : Louis Feuillade, après des drames naturalistes (série « La vie telle qu'elle est » s'attache aux « sérials » : « Fantomas », « Les vampires », « Judex », extraordinaires feuilletons dans lesquels on découvre déjà quelques mouvements d'appareils.

Les années passent, le théâtre s'enlise dans le boulevard, d'où était sorti le cinéma, tandis que celui-ci s'évade une seconde fois pour conquérir son style propre. La « Mise en scène de cinéma » fait son apparition. Devant le succès grandissant de la nouvelle formule du cinéma, les braves gens s'alarment. La censure fait stopper les films à épisodes de Feuillade, dans lesquels les bandits paraissent plus sympathiques que les policiers moustachus. On accuse ces films d'engendrer la « bande à Bonnot » et les anarchistes... Plus tard, on interdira même les bandes dessinées américaines, coupables par leur violence et leur goût de l'aventure de pervertir la jeunesse. Et cela après la dernière guerre mondiale, instrument de perversion et même d'anéantissement de la jeunesse que les honnêtes gens ne pensent pas à accuser.

Le cinéma se prépare à retourner à la formule théâtrale pour la troisième fois, lorsque survient la première avant-garde 1929, année des premiers parlants en Amérique, voit éclore en France quantités de films issus de Dada et du Surréalisme. Scandales, bagarres, interdictions, se multiplient. En 1929, Francis Picabia écrit : « Pour que vous aimiez quelque chose il faut que vous l'avez vu et entendu depuis longtemps, tas d'idiot ». L'Avant-Garde régénératrice meurt, et c'est le retour au théâtre, pendant et après la guerre. Seul tentative pour régénérer le cinéma : l'exploitation du « Star System ». Le cinéma reste froid et théâtral.

ve dans la mise en scène d'Arturo Ui au TNP des formes typiquement cinéma. Déplacement de l'action d'un bout de la scène à l'autre avec changement de décor, comparable à un panoramique de caméra, lumière diminuant sur une partie de la scène au profit de l'éclairage d'une autre, véritable fermeture-ouverture fondue. Dans « Un otage », de Behan, joué à l'Odéon, plus de vingt personnes parlent et agissent en même temps sur la scène, créant une multitude d'actions, laissant au spectateur le soin de faire la différence, entre le thème important et la figuration réaliste. Dans « La Jungle des villes », au Studio des Champs-Élysées, Sammy Frey et François Darbon se livrent avec un immense talent un combat mortel et gratuit dans la très belle mise en scène de Bour-séillier. L'éclairage et la mise en scène nous transportent tour à tour d'un plan général à un gros plan ou à un plan moyen avec une virtuosité et un rythme laissant très loin derrière les tenta-

tives d'« A bout de souffle ». Juste qu'à Marcel Aymé qui passe dans « Les Maïoulles » d'un décor à un autre, les personnages du second décor apparaissent et commencent à jouer avant même que ceux du premier aient fini, introduisant le roman-enchaîné cinématographique sur la scène des Bouffes-parisiens. Une pièce violente et belle, montée de façon percutante et nouvelle (Dans la Jungle des villes) est bien plus enthousiasmante et révolutionnaire qu'une pièce traitant d'un sujet en lui-même social, mais ne comprenant aucun élément révolutionnaire, bien que possédant une mise en scène et une interprétation de qualité, comme c'est le cas de « Boulevard Durand », qui aurait aussi bien pu être écrite par Zola en 1900.

Il serait temps que l'expression cinématographique abandonne son bien-être de petit-bourgeois-qui-fait-de-l'art pour se tourner vers ce qui, réellement, lui est propre, s'il ne veut pas se laisser dépasser par un art vieux comme le monde et pour l'instant très en avance sur lui.

LE LIVRE DU MOIS par Maurice Joyeux



« LA FIN DES POLITIQUES », DE JEAN BARETS. (CAL-MANN LEVY, Ed.)

Voici un livre passionnant, agaçant, confus, riche de vues originales et de lieux communs, écrit d'un style clair et simple qui met l'économie politique à la portée de tous ; un livre dont on parle déjà et dont on n'a pas fini de parler ; un livre au titre incomplet, car pour l'auteur, qu'il le veuille ou non, « la fin des politiques... coïncide avec l'avènement des technocrates », même si ces technocrates sont pour la circonstance, revus et corrigés par l'auteur et dotés d'une morale d'humanistes on ne sait pas trop par qui et on ne sait pas trop pourquoi.

Discuter ce livre est impossible, car une page de notre journal n'y suffirait pas, mais on peut, toutefois, diviser sa matière en deux propositions que nous fait l'auteur et qui sont également riches : les constatations, les solutions. La première de ces propositions qui nous invite à constater le fossé qui se creuse entre l'économie projetée en avant par les sciences et les techniques et l'essoufflement des philosophies et des systèmes politiques qui s'évertuent sans résultat à garder le contact, rejoint les constatations que l'équipe de notre journal fait dans tous les articles de fond qu'elle traite. La classe des employés supérieurs décisionnaires qui remplace le « capitalisme de papa » n'est rien d'autre, en effet, que cette bureau-technocratie salariée dont nous avons déjà parlé, mais ce qui est discutabile c'est de voir dans ce phénomène la disparition des classes, car le sursalaire de cette oligarchie est une forme de profit perçu de façon détournée et contrairement à ce que Marx prétendait la différenciation économique n'est pas le seul caractère des classes dominantes. Barets a également fort bien compris ce qui oppose l'homme et le groupe et, comme nous, il pense qu'il faut construire la société en fonction de l'homme et non façonner artificiellement un homme pour l'inscrire dans une société abstraite et arbitrairement considérée comme idéale. Lorsque au nom de l'objectivité il condamne le dogmatisme, il a raison ; mais lorsqu'il voit dans cette évidence un recul du socialisme, il a tort, car il assimile tout le socialisme au marxisme et il oublie deux autres socialismes antidogmatiques que je lui conseille d'étudier : le socialisme de Blanqui et le socialisme libertaire.

La seconde de ces propositions traite de l'organisation de l'Etat et des partis. Nous ne pouvons plus alors le suivre et Barets en a conscience, comme il a conscience des critiques qu'elle suscitera. Son gouvernement à étage provoquera les mêmes réactions individuelles de ses membres que nos modernes gouvernements, et rendra impossible cette morale qui assouplirait le gouvernement des hommes « qui savent » ! Je ne sais pas trop pourquoi l'Etat de Jean Barets me fait penser à la République de Platon. En tous les cas j'y décèle les mêmes inconvénients que dans ce régime de citoyens éclairés qui règnent du haut de leur sagesse sur cette foule d'esclaves qui sont promis à la conditions d'esclaves supérieurs.

De toutes façons, voici un livre à lire et à relire, car il nous sort heureusement des chemins battus.

« ABSURDA VIDA », PAR DANIELLE RICHARDSON (Robert Laffont, Editeur)

Avant tout, le premier roman de Danielle Richardson est le roman de Barcelone, une ville que l'auteur connaît bien et qu'elle nous fait visiter en nous conduisant d'une main sûre du quartier gothique au quartier chinois. Et nous nous apercevons alors de l'affinité qui existe entre la ville et le héros du roman, don Cristobal de Zabaleda. Quel est en réalité cet homme mystérieux, mari d'une romancière célèbre dont tout le monde parle et que personne ne connaît. Un personnage échappé des récits féodaux, marqué par la tragédie. Nous ne le saurons qu'en tournant les dernières pages de ce roman de qualité écrit dans une langue somptueuse. Homme absurde, ville absurde, Absurda vida. C'est là un des enseignements de Cervantes, et parlant de l'Espagne, Danielle Richardson a su le retenir de ce maître qui a le mieux incarné cette civilisation du paroxysme.

Le dix-huitième siècle et sa panacée : l'éducation. Pour le dix-neuvième, ce fut l'instruction et les hommes mirent alors dans l'accession des masses à la connaissance tout leur espoir de progrès social. Au début du vingtième siècle, en particulier dans les milieux anarchistes, on devait assister à un retour aux théories éducatives propagées par les encyclopédistes. Retour aux sources d'autant plus explicable que l'instruction élémentaire dont chacun était alors gratifié par l'Etat laissait en place les inégalités

d'abord par leur autonomie, que le milieu s'efforce de corriger et par l'hérédité qui leur confère des caractères, certes, « rapportés », mais que l'évolution a enracinés. L'homme ainsi formé est plongé dans la masse et alors les diverses éducations interviennent. Une de ces éducations l'intégrera au milieu ou l'en arrachera pour le projeter dans un autre encore imaginaire et que la Révolution, qui est d'abord un changement du comportement des hommes les uns envers les autres, devra concrétiser.

anarchiste même si ce milieu est le nôtre, ce qui remet en cause pour chaque génération les gains accomplis par l'éducation. Et à chaque génération il nous faut tel Sisyphe remonter le rocher, créer des hommes nouveaux qui s'évadent d'autres milieux dont ils désirent desserrer l'étreinte. Mais il existe un autre trait fondamental du caractère de l'homme : c'est son besoin du merveilleux qui d'abord le pousse à échapper à son milieu, puis lorsque fatigué il abandonne la lutte lui fait remplacer la révolte formelle par le mythe révolutionnaire. Alors il croit, sans vouloir savoir pourquoi, il croit. Toutes les propagandes le pousse et il est une proie en puissance pour les propagandes politiques dites révolutionnaires à la condition qu'elles ne le ramènent pas à la révolte agissante et qu'elle ne heurte pas les mythes dont il est imprégné. Et pour notre époque ces mythes : la patrie, l'inégalité économique, une certaine forme de propriété, les morales sexuelles ou religieuses et le culte de l'Etat centralisé. Et ce qui fut le propre du Parti communiste, qui ne put réunir de vaste foule qu'à la faveur des concessions au milieu qu'il devait à l'origine détruire mais auquel il a fini par s'intégrer.

dra — et ils ont pu le faire parce que la jeunesse de province, qui avait le goût des lettres, désirait échapper au milieu qui s'effilochoit et lorsque la révolte des artisans parisiens à éclat, révolte qui ne devait rien à l'éducation et tout aux contradictions économiques, les hommes, formés par les philosophes, l'ont exploitée. La guillotine a fonctionné, la tête du roi est tombée non pas parce que l'éducation avait accompli ce projet ambitieux, mais parce qu'elle avait réalisé sa double et plus modeste ambition : construire un mouvement conscient, éduqué, et créer dans les masses qui voulaient croire, sans s'expliquer scientifiquement pourquoi, les mythes qui feraient accepter comme normale la disparition de la royauté et il nous suffit de regarder la Commune de Paris, la Révolution russe, etc., pour voir que la aussi, l'éducation a joué ce même rôle limité et essentiel.

...De l'éducation

lées sous forme de classe et qu'il devenait évident que la connaissance était une arme à double tranchant, qui pouvait aussi bien servir à changer de classe qu'à les abattre.

L'éducation, pour le philosophe de l'ancien régime c'est le retour à l'état naturel de l'être naturellement bon et perverti par la société. Rousseau, à qui Rabelais, Montaigne, Condillac ont montré le chemin, propose à ses contemporains de dégager l'individu de cette société, de le former en dehors d'elle, avant de le réintroduire débarrassé de toutes soûlures dans un monde où il sera destiné à jouer le rôle de levain. Pour la société du vingtième siècle, qui elle aussi, et à peu près en même temps que le mouvement ouvrier, découvre l'éducation, celle-ci doit servir de base à l'harmonie qui doit régner entre l'individu et l'Etat, qui alors intervient directement pour l'orienter. Et sous cette poussée et de l'Etat et du mouvement ouvrier, on assiste alors au triomphe des théories éducatives sous de multiples aspects avec des objectifs différents souvent contradictoires même lorsqu'ils font appel aux mêmes valeurs morales. Déjà Montesquieu avait souligné que nous recevons trois formes d'éducation contradictoires : celle de nos pères, celle de nos maîtres, celle de la vie. A celles-ci vont s'en ajouter d'autres : l'éducation sociale, l'éducation militante et le mouvement ouvrier va l'adopter avec passion et lui conférer les vertus cardinales attribuées au siècle dernier à l'instruction et comme pour l'instruction les espoirs mis dans l'instruction, clé d'or destinée à ouvrir toutes les serrures de la société future, vont s'effondrer, rongés par les contradictions qu'elle recèle.

Si l'on veut très clairement comprendre les services que peut rendre l'éducation, comme ses limites, il faut d'abord rejeter l'idée que les hommes sont naturellement bons ou mauvais. Les hommes sont ! Et leur présence est caractérisée

Et c'est de ces constatations que sont nées dans notre mouvement ces deux propositions diamétralement opposées. Détruisons la société, disent les uns et la disparition d'un milieu pourri permettra d'éduquer des hommes neufs. Eduquons les hommes, répondent les autres et nous rendrons possible par la raison une révolution, et certains, tel Paul Robin, pensent à travers cette éducation intégrale faire l'économie d'une révolution. Dialogue tragique du nihilisme et de l'idéalisme ! En général et avec des nuances, c'est cette dernière opinion qui a prévalu dans notre mouvement. Les anarchistes ont toujours considéré que l'éducation est non seulement un facteur révolutionnaire, ce qui ne fait de doute pour personne, mais l'élément essentiel de leur propagande et ma jeunesse a été bercée par ces rêves merveilleux où l'enseignement de la justice, de la bonté, de la fraternité, de la raison, se développait de façon continue pour constituer un jour cette chaîne immense et fleurie qui enserrerait l'humanité. Les ans ont passé et il a fallu déchanter. La construction d'un en dehors, d'un milieu, qui pendant des années fut la tarte à la crème du mouvement anarchiste en créant des cénacles, des chapelles ne servit en vérité qu'à isoler le militant de la grande masse, à tarir les possibilités du comportement des anarchistes en son sein, et peut-être également à déformer les militants isolés d'un mode de vie, discutables et qui devait changer, mais qui existait. D'où une propagande artificielle qui ne mordait en rien sur les problèmes qui passionnaient les contemporains.

En vérité le caractère fondamental de l'homme est le refus et ce refus engendre la révolte, qui est le moteur qui depuis des millénaires fait avancer la société par à-coups. C'est cette révolte qui pousse l'adolescent au refus du milieu imposé par le père même si ce père est

Mais alors, quelle est la part de l'éducation dans la préparation de la révolution libertaire ? Disons tout de suite que déniaisée de son universalité sentimentale l'éducation est d'abord UN TRI, et que seule elle peut procéder à un tri efficace pour le mouvement ouvrier. C'est de l'éducation qu'aurait reçue les militants révolutionnaires que dépendra le choix que feront les hommes auxquels ils s'adressent. Ce tri qu'accomplit l'éducation rend celle-ci indispensable au mouvement ouvrier dans la mesure où elle le complète sans avoir la prétention de le remplacer. Elle construit l'organisation, forme un homme de combat qui ne sera pas forcément l'homme de la société, du

milieu, de demain, mais l'homme révolutionnaire qui accomplira la prophétie. Enfin elle arme l'organisation, non pas pour éduquer les masses suivant un schéma simple, mais pour construire des mythes qui conditionnent les masses à lui accorder sa confiance.

Non, l'éducation donnée par les encyclopédistes n'a jamais parlé de la fin de la royauté, de la mort du roi ! Les encyclopédistes ont formé une élite, un parti, un mouvement — appelons cela comme on le vou-

tion ouvrière, l'éducation anarchiste, disons-le tout net, ne seront reçues que par une minorité d'hommes déjà conditionnés. A eux de construire l'organisation révolutionnaire, à eux de donner aux masses des raisons de croire, une foi du charbonnier, hélas, mais une foi plus valable que celle que leur proposent les autres disciplines.

à la révolution

Maurice Joyeux

Classiques de l'anarchisme

Ce texte inédit d'Han Ryner était primitivement destiné à paraître dans « Les songes perdus ».

« Quoique les voûtes en eussent été fortifiées, le Président dormait mal dans les caves de l'Elysée. Les architectes lui avalent en vain certifié qu'il y serait en sécurité comme naguère à Bordeaux. Il tremblait avec bravoure et claquait des dents. Son sommeil morcelé se peuplait de rêves de fuite et de rêves de victoire. C'est le plus souvent contre des « ennemis de l'intérieur » qu'il triomphait. Et, au moment où il remportait par quelque belle argutie, une victoire d'avocat, il s'éveillait parce qu'une bombe éclatait dans un cauchemar ou qu'un poignard s'enfonçait dans son dos ou que son habituelle colique le faisait rêver de poison.

Cette nuit, son insomnie, plus calme qu'à l'ordinaire, l'avait reporté aux jours de sa jeunesse. Il avait revu un ami italien oublié depuis longtemps qui jadis lui traduisait en un français incorrect et enthousiaste tels écrivains peu connus dans la péninsule.

UN SONGE PRESIDENTIEL

Dans un demi-sommeil il entendait Mario lui lire une page d'un nouvelliste du XVII^e siècle, un certain Boccacini dont le recueil s'appelle *Ragguagli di Parnasso*. Le titre qu'il revoyait en lettres rouges était traduit par l'actualité en *Communiqués du Parnasse*. Mario, Boccacini, Communiqués du Parnasse, Aristote, ces noms étaient dans sa tête alourdie comme de ses danseurs piétinants... Pourquoi Aristote ?

Et le sommeil fut complet. Et le Président se vit en uniforme de général, mais il était coiffé d'une casquette et marchait à la tête d'une puissante armée.

— Vous m'assurez qu'il n'y a aucun danger ? demandait-il à son état-major.

— Aucun danger, général Président.

On montait tantôt le Parnasse, tantôt la côte du Mort-Homme. Aristote habitait à mi-côte une salle d'architecture sévère.

Précautionneusement, sans bruit, l'armée entoura cette demeure de façon que nul ne pût s'en évader. Puis, à un signal donné, chaque

soldat poussa un cri, alluma une torche. Aristote parut à une fenêtre : comme un hibou surpris par le jour, il cligna des paupières et recula. Cris et menaces exigèrent son retour.

On fit faire silence. Et le Président interrogea :

— N'as-tu pas défini le tyran : « Celui qui gouverne pour son propre avantage, non pour l'avantage du peuple ? »

Aristote avoua.

Alors, le Président avec une indignation grandissante :

— Misérable. As-tu jamais connu, dans le large présent ou dans les profondeurs d'aucun passé un seul gouvernement, roi, empereur, pape, digne, consul ou suffète qui ait gouverné autrement que pour son avantage personnel ? As-tu même jamais rencontré un conseiller du prince, un ministre, un sénateur ou un tribun du peuple qui songeât à autre chose ?

— La question — répondit modestement le philosophe — me paraît vaste et difficile ; j'ai hésité avant d'y répondre d'étudier l'histoire pendant quelques années.

Mais le général-président :

— Recherches inutiles. Pas plus dans l'histoire que dans la vie, crois-en ma parole, tu ne trouveras un gouvernement auquel ta définition téméraire n'inflige le nom odieux. Change-la donc, cette définition ou les fossés de Vincennes l'attendent.

Le philosophe protesta de la pureté de ses intentions. Qui mieux que lui a jamais défendu la société ? Qui a mieux affirmé que le citoyen appartient à l'Etat, qui a mieux démontré la nécessité de l'esclavage ?

— N'emploie pas — interrompit durement le Président — ce mot passé de mode. Parle, si tu veux, de la nécessité du sacrifice. Cela revient au même, mais ça fait mieux. Les servitudes que vous aviez la maladresse d'entourer de honte, on les enveloppera de gloire, ce qui évite bien des rancœurs et des révoltes... Mais ce n'est point de cela qu'il s'agit aujourd'hui. C'est de ta définition du tyran. Trop large, entends-tu. Rétrécis-la en bon animal social.

Aristote leva la main pour dire

qu'il avait trouvé. Et il déclara :

— Les tyrans sont certains individus qui ont existé numérosement en des temps anciens. Mais la race, depuis un siècle, en est complètement éteinte.

— En France, bien entendu ? Car si tu disais que le kaiser allemand n'est pas un tyran, tu mériterais de nouveau la mort du traître.

— Les tyrans et les esclaves sont des êtres qu'on ne trouve plus que chez les ennemis. Es-tu content, cette fois ?

Le général-président ouvrait la bouche pour répondre. Elle resta ouverte d'horreur. Une bombe lancée on ne sait d'où venait vers lui, allait entrer dans cette bouche à qui le cauchemar ne permettait pas de se refermer, allait faire sauter le corps, paralysé de terreur. Elle entra, en effet, dans l'ouverture. Mais elle ne fit aucun mal. Elle s'était transformée en on ne sait quelle matière molle et malodorante.

— Quel bonheur ! se dit le songeur, ce n'était que de la m...

Et sa joie s'évella. Ou peut-être une sensation précise. Car il s'aperçut qu'il avait abondamment souillé ses draps.

HAN RYNER